

« Nos écoles vivent dans l'incertitude complète » : action de la FEADI devant le siège des Engagés

« Enseignants, directions, solidarité », « On veut du fric, du fric pour l'enseignement public, du blé, du blé pour enseigner », « Pour financer des guerres, ils dépensent des millions, mais pour l'enseignement, il n'y a jamais un rond » !

Voilà quelques-uns des slogans qu'ont chanté les 300 directions massées devant le siège des Engagés ce mardi 26 mai. Elles avaient répondu à un appel de la FEADI, la fédération des associations de directions de l'enseignement secondaire catholique, rejointes par des collègues des réseaux WBE, FELSI (enseignement libre subventionné indépendant) et CPEONS (enseignement officiel neutre subventionné).

Leur volonté commune ? Mettre la pression jusqu'au bout sur le vote du décret-programme au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Mais pas que ! C'est le flou qui prédomine alors que de nombreuses décisions pourraient entrer en vigueur très rapidement !

« Nos écoles vivent dans l'incertitude complète », martèle Alain Koeune, directeur du Collège Notre Dame Dinant et président de la FEADI. Pour cause : les directions attendaient toujours, ce mardi matin, des informations cruciales sur l'organisation de la prochaine rentrée.

« Nous sommes en attente complète d'informations sur la manière d'organiser l'an prochain la première, puis la deuxième, la troisième », déplore-t-il. Le tronc commun, l'enseignement qualifiant, les emplois menacés, les sujets de – grosse - inquiétude s'accumulent. Et si le vote du décret-programme a été reporté de quelques jours, Alain Koeune redoute qu'il finisse tout de même par être adopté, « malheureusement ».

Ce qui scandalise particulièrement les directions, c'est la méthode.

Une circulaire pour la prochaine rentrée a été envoyée aux écoles alors que le décret-programme n'a pas encore été soumis au vote du Parlement. Une situation jugée « antidémocratique » par Gauthier Martiat, directeur de l'Institut Sainte-Marie de Jambes et président de l'ADINA, l'association des directions de Namur.

Lors de la manifestation, ce dernier invitait symboliquement ses collègues directeurs à jeter dans une poubelle les points figurant dans cette circulaire, annotés des impacts concrets que ces mesures auraient dans leurs établissements. « C'est vraiment un document qui fâche sur le fond et sur la forme. Franchement, on trouve ça scandaleux d'envoyer des circulaires qui ne sont pas encore passées via un vote au Parlement », a-t-il insisté.

Les espoirs des directions sont désormais tournés vers les Engagés, partenaires de coalition. « Nous voulons que les Engagés montrent s'ils adhèrent à un fonctionnement qui ne correspond pas, espérons-le, à leur méthodologie propre, et qu'ils le disent de manière plus claire à la ministre Glatigny », explique Alain Koeune.

Une délégation de directions a été reçue en fin de matinée par Yvan Vergoustraete, le président des Engagés. Le climat de la rencontre ? « Inquiétude et colère, certainement », résumait le président de la FEADI peu avant d'y entrer.

Découvrez un aperçu de la mobilisation en vidéo sur la page Facebook du SeGEC